1867

DAKAR, le 3 Mai 1962

Cour Suprême

GREFFE

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

Le Greffier en Chef de la Cour Suprême

à Monsieur le PRÉSIDENT

de L'ASSEMBLEE NATIONALE

D A K A R

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, pour notification, une expédition de l'arrêt constitutionnel N° 2 C/62 en date de ce jour rendu par le Cour Suprême déclarant les dispositions de la loi organique relative aux lois de finances votée par l'Assemblée Nationale en sa séance du 21 Mars 1962, conforme à la constitution à l'exception des dispositions ci-après :

- Article 37 . 2°.-

- Article 38.- "Lorsque l'Assemblée Nationale n'est pas en session, les transferts et virements peuvent être autorisés par délibération de la Commission des Délégations."

- Article 39.- "les crédits de paiement disponibles sur opérations en capital peuvent être reportés par délibération de la Commission des Délégations ouvrant une dotation du même montant".

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon profond respect.

A. DIOP

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR SUPREME

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

DEMANDEUR :
Président de la République

AU NOM DU PEUPLE SENEGALAIS
LA COUR SUPREME
Sections réunies

RAPPORTEUR :
M. AURILLAC

A l'Audience du trois mai mil neuf cent soixante deux,

MINISTERE PUBLIC :
Manoumbé Sar Avocat Général

Saisie le 30 mars 1962 par le Président de la République dans les conditions prévues à l'article 44 de la Constitution et à l'article 32 de l'ordonnance n° 60-17 du 3 Septembre 1960 portant loi organique relative à la Cour Suprême, du texte de loi organique relatif aux lois de finances :

AUDIENCE du 3 mai 1962

Vu la constitution et notamment ses articles 39,43 et 44:

LECTURE du 3 mai 1962

Vu l'ordonnance n° 60-17 du 3 septembre 1960 portant loi organique relative à la Cour suprême et notamment ses articles 32, 33,36,et 37 :

MATIERE constitutionnelle

OUI M. AURILLAC en son rapport :

OUI M. Mécoumbé SAR, Avocat Général en ses conclusions :

ATTENDU que la loi organique relative aux lois de finances dont la Cour suprême a été saisie, avant promulgation, aux fins d'appréciation de sa conformité à la constitution, a pour objet de fixer dans quelles conditions et sous quelles réserves les lois de finances déterminent les ressources et les charges de l'Etat conformément à l'article 39, alinéa 4, de la Constitution :

ATTENDU que la loi soumise à l'appréciation de la Cour a été votée à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée Nationale conformément à l'article 44 de la Constitution

ATTENDU qu'aux termes de l'article 37, 2° de la loi organique votée par l'Assemblée Nationale : "En cas, à la fois, d'urgence et de nécessité impérieuse d'intérêt national, des crédits supplémentaires peuvent être ouverts par délibération de la commission des délégations" : qu'aux termes de l'article 38, alinéa 3 : "Lorsque l'Assemblée Nationale s'est pas en session, les transferts et virements peuvent être autorisés par délibération de la Commission des délégations" ; qu'aux termes de l'article 39 : "Les crédits de paiement disponibles sur opérations en capital peuvent être reportés par délibération de la Commission des délégations ouvrant une dotation du même montant" :

ATTENDU qu'aux termes de l'article 43 de la constitution "l'Assemblée Nationale peut déléguer à la Commission des délégations le pouvoir de prendre des mesures qui sont normalement du domaine de la loi, à l'exclusion de celles qui pourraient conduire à la révision de la constitution ou à la dissolution de l'Assemblée. La délégation à la commission des délégations s'effectue par une résolution de l'Assemblée dont le Gouvernement est immédiatement informé. Dans les limites de temps ou de compétence fixées par la résolution prévue ci-dessus, la commission des délégations prend des délibérations qui sont promulguées comme des lois. Ces lois sont déposées sur le bureau de l'Assemblée nationale au plus tard le premier jour de la session ordinaire qui, suit leur promulgation. Faute d'avoir été modifiées par l'Assemblée Nationale dans les quinze premiers jours de la session, elles deviennent définitives" :

ATTENDU qu'aux termes de l'article 44 in fine de la Constitution, l'article 43 n'est pas applicable aux lois organiques

ATTENDU qu'il résulte des dispositions des articles 43 et 44 de la constitution que l'Assemblée Nationale ne peut déléguer le pouvoir législatif à la commission des délégations que par une résolution fixant les limites de temps et de compétence de la délégation, que par suite en donnant par une loi organique à ladite commission une délégation permanente en ce qu'elle renaît automatiquement entre les sessions de l'Assemblée, en matière d'ouverture de crédits supplémentaires, de transferts, de virements et de reports de crédits, les dispositions susreproduites des articles 37, 38 et 39 ne sont pas conformes à la Constitution :

ATTENDU, toutefois, qu'aucune autre disposition de la loi organique n'est contraire à la constitution et que les dispositions susreproduites ne sont pas inséparables de l'ensemble de la loi :

PAR CES MOTIFS,

déclare la loi organique relative aux lois de finances conforme à la Constitution à l'exception des dispositions ci-après :

- Article 37, 2°,
- Article 38 : "Lorsque l'Assemblée nationale n'est pas en session, les transferts et virements peuvent être autorisés par délibération de la commission des délégations".
- Article 39 : "Les crédits de paiement disponibles sur opérations en capital peuvent être reportés par délibération de la Commission des délégations ouvrant une dotation du même montant":

Dit que la présente décision sera notifiée au Président de la République, au Président de l'Assemblée Nationale et publiée en Journal Officiel.

Ainsi fait, jugé et prononcé par la Cour Suprême du Sénégal, sections réunies, statuant en matière constitutionnelle en son audience non publique du jeudi trois mai mil neuf cent soixante deux, et où étaient présents, Monsieur Isaac FORSTER Premier Président de la Cour Suprême, Président, Messieurs François Puig, Michel AURILLAC tous deux présidents de section, ce dernier rapporteur, CHABAS et Gabriel Arrighi conseillers, en présence de Mr Ménoumbé SÂR Avocat Général et avec l'assistance de Me Abdoulaye DIOP Greffier en Chef.

En foi de quoi le présent arrêt a été signé par le Président, le Rapporteur et le Greffier en Chef.

Suivant les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME :

Le Greffier en Chef.

13 67

REPUBLIQUE DU SENEGAL

UN Peuple - Un But - Une Foi

ASSEMBLEE NATIONALE

N° 34

L O I ORGANIQUE

RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

après en avoir délibéré,

dans sa séance du Mercredi 21 MARS 1962, a adopté, par 47 voix, la
Loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er.- La nature, le montant et l' affectation des ressources
et des charges de l' Etat sont prévus et autorisés par les Lois
de finances.

ARTICLE 2 .- Sont Lois de finances :

- 1°) la Loi de finances de l' année qui contient notamment le Budget;
- 2°) les Lois de finances rectificatives qui modifient, en cours
d'année, les dispositions de la Loi de finances de l' année;
- 3°) la Loi de règlement qui constate les résultats financiers de
chaque année budgétaire et approuve les différences entre les
résultats et les prévisions de la Loi de finances correspondante,
complétée, le cas échéant, par les Lois de finances rectificatives
se rattachant à elles.

.../...

Aucune autre Loi n'a le caractère de Loi de finances et ne peut, par suite, comporter des dispositions entrant dans l'objet des Lois de finances à l'exception, en ce qui concerne les ressources, des Lois fiscales.

ARTICLE 3.- Les Lois de finances ne peuvent contenir que des dispositions entrant dans leur objet. Elles peuvent contenir des dispositions relatives à l'assiette, au taux et aux modalités de recouvrement des impositions de toute nature.

TITRE II

DES RESSOURCES DE L'ETAT

ARTICLE 4.- Les ressources de l'Etat comprennent :

- les impôts ainsi que le produit des amendes;
- les rémunérations de services rendus, redevances, fonds de concours, dons et legs;
- les revenus du domaine et des participations financières, ainsi que la part de l'Etat dans les bénéfices des entreprises nationales, et, aux cas prévus par leur statut, des établissements publics, et les produits divers;
- le produit des emprunts;
- toutes autres ressources accidentelles ou exceptionnelles;
- les remboursements de prêts et avances.

ARTICLE 5.- L'autorisation de percevoir les impôts résulte de plein droit du vote de la Loi qui en a fixé l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement.

La Loi de finances évalue, sur la base du projet gouvernemental, le rendement des impôts dont le produit est pris en compte dans le Budget de l'Etat.

Les taxes parafiscales ne sont perçues que dans un intérêt économique ou social et au profit d'une personne morale

.../...

autre que l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics administratifs. Elles sont établies par la Loi.

Toutefois, le taux des taxes parafiscales, à caractère économique, est fixé par décret pris en Conseil des Ministres.

ARTICLE 6.- La rémunération des services rendus par l'Etat ne peut être établie et perçue que si elle a été instituée par décret pris sur le rapport du Ministre des Finances et du Ministre intéressé.

ARTICLE 7.- Le produit des amendes, les rémunérations pour services rendus, les revenus du domaine et des participations financières, les bénéfices des entreprises nationales et, aux cas prévus par leur statut, des établissements publics, les remboursements des prêts et avances et le montant des produits divers sont prévus et évalués, sur la base du projet gouvernemental, par les Lois de Finances.

ARTICLE 8.- Les émissions d'emprunts sont autorisées par la Loi.

Sauf disposition expresse d'une Loi, les titres d'emprunts publics émis par l'Etat sont libellés dans la monnaie ayant cours légal et ne peuvent prévoir d'exonération fiscale.

Les remboursements d'emprunts sont exécutés conformément aux contrats d'émission.

Sauf dérogation instituée par décret contresigné du Ministre des Finances, les collectivités territoriales de la République, les établissements publics et les personnes morales bénéficiant de taxes parafiscales sont tenus de déposer au Trésor toutes leurs disponibilités. Sous réserve des dispositions particulières concernant des comptes-courants des Etats étrangers, aucun découvert ne peut être consenti à un correspondant du Trésor.

.../...

TITRE III
DES CHARGES DE L'ETAT

ARTICLE 9.- Les charges de l'Etat comprennent :

- la dette publique;
- les dépenses ordinaires;
- les dépenses en capital;
- les prêts et avances.

La dette publique est constituée par la charge des emprunts éventuellement contractés au titre des dépenses ordinaires ou des dépenses en capital, ainsi que la dette viagère et les dépenses en atténuation de recettes.

Les dépenses ordinaires comprennent :

- les dotations des pouvoirs publics;
- les dépenses de personnel, de matériel et de travaux d'entretien courant applicables au fonctionnement des services;
- les transferts, autres que ceux qui font l'objet de dépenses en capital, résultant de ristournes ou de reversements ou d'interventions de l'Etat, notamment en matière économique, sociale ou culturelle.

Les dépenses en capital comprennent :

- les investissements exécutés par l'Etat, et les prises de participations de l'Etat;
- les transferts affectés à des investissements exécutés sur subvention ou fonds de concours de l'Etat.

Les prêts et avances de l'Etat comprennent :

- les avances à court terme;
- les prêts à moyen et long terme.

.../...

ARTICLE 10.- Lorsque les dispositions d'ordre législatif ou réglementaire doivent entraîner des charges nouvelles, aucun projet de Loi ne peut être définitivement voté, aucun décret ne peut être signé tant que ces charges n'ont pas été prévues, évaluées et autorisées par une Loi de finances, ou en exécution d'une Loi de finances, dans les conditions prévues par la présente Loi organique.

Les créations d'emplois ne peuvent résulter que de dispositions prévues par une Loi de finances.

ARTICLE 11.- Des Loïs de programme peuvent définir, dans le cadre des plans de développement, des objectifs à long terme à caractère économique ou social. Les Loïs de programme ne peuvent donner lieu à des engagements de l'Etat que dans les limites déterminées par les autorisations de programme.

Les autorisations de programme, prises ou non dans le cadre des Loïs de programme, constituent la limite supérieure des dépenses en capital dont l'engagement est autorisé pour la réalisation des investissements prévus par la Loi. Elles peuvent être révisées par la Loi pour tenir compte soit de modifications techniques, soit de variations de prix. Les dépenses prévues sur autorisation de programme ne peuvent faire l'objet d'ordonnancement si elles ne sont pas assorties de crédits de paiement correspondant.

Les crédits de paiement sur opérations en capital constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année budgétaire pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

.../...

ARTICLE 12.- Seules les dispositions relatives à l'approbation de conventions financières, aux garanties accordées par l'Etat, à la gestion de la dette publique ainsi que de la dette viagère, aux autorisations des engagements par anticipation ou aux autorisations de programme peuvent engager les finances de l'Etat pour les années ultérieures.

ARTICLE 13.- Une Loi déterminera les sanctions applicables à toute personne qui aurait irrégulièrement engagé les finances publiques et les conditions dans lesquelles des fonctionnaires et agents de l'Etat seront, indépendamment le cas échéant, des sanctions disciplinaires et pénales encourues, rendus pécuniairement responsables des irrégularités commises.

TITRE IV

DES AFFECTATIONS COMPTABLES

ARTICLE 14.- Les ressources et les charges de l'Etat font l'objet d'une affectation comptable au Budget Général ou, par dérogation établie par une loi de finances, à un Budget annexe ou à un compte spécial du Trésor.

ARTICLE 15.- Le Budget est constitué par l'ensemble des comptes qui décrivent, pour une année financière, toutes les ressources et toutes les charges permanentes de l'Etat.

L'année financière commence le 1er Juillet et s'achève le 30 Juin de l'année civile suivante.

Les recettes sont prises en compte au titre du Budget de l'année financière au cours de laquelle elles sont encaissées par un comptable public.

Il est fait recette du montant intégral des produits sans contraction des recettes et des dépenses.

Les dépenses sont prises en compte au titre du Budget de l'année financière au cours de laquelle les ordonnances ou

.../...

mandats sont visés par les comptables assignataires; elles doivent être payées sur les crédits de ladite année, quelle que soit la date de la créance.

Un décret déterminera les modalités d'application des principes fixés ci-dessus.

ARTICLE 16.- Peuvent faire l'objet de budgets annexes au Budget de l'Etat :

- 1°) les opérations financières des services de l'Etat qui n'ont pas de personnalité morale et dont l'activité tend essentiellement à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu au paiement de prix;
- 2°) En cas de suppression d'un établissement public, à caractère industriel et commercial, les services qui le remplacent, lorsque leurs opérations ne sont pas réintégrées au Budget Général.

Les créations et suppressions de Budgets annexes sont décidées par la Loi.

Le Budget annexe de chaque service devra être appuyé du bilan se rapportant à l'année financière écoulée.

ARTICLE 17.- Les budgets annexes comprennent, d'une part les recettes et les dépenses d'exploitation, d'autre part, les dépenses d'investissements et les ressources spéciales affectées à ces dépenses.

ARTICLE 18.- Des services dotés d'un budget annexe peuvent gérer des fonds d'approvisionnement, d'amortissement, de renouvellement, de réserve et de provision. Les fonds d'approvisionnement sont initialement dotés sur les crédits d'investissements du Budget Général.

Les pertes constatées après établissement des résultats de chaque budget annexe sont couvertes par le fonds de réserve du budget intéressé. Si le fonds de réserve est épuisé, une avance du

.../...

Trésor est consentie. Si l'avance n'a pas été remboursée dans les deux ans, elle doit être couverte par un crédit ouvert au titre des dépenses ordinaires du budget général.

ARTICLE 19.- Les fonds versés par les personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public ainsi que les produits de legs et donations attribuées à l'Etat ou aux administrations publiques sont portés en recettes au projet de la plus prochaine Loi de finances.

Peuvent donner lieu à rétablissement de crédits :

- a) les recettes provenant de la restitution au Trésor des sommes payées indûment ou à titre provisoire sur crédits budgétaires;
- b) les recettes provenant de cessions ayant donné lieu à paiement sur crédits budgétaires.

Des arrêtés du Ministre des Finances règlent les conditions d'application de la procédure de rétablissement de crédits.

ARTICLE 20.- Les comptes spéciaux du Trésor ne peuvent être ouverts que par une Loi de finances. Ils ne comprennent que les catégories suivantes :

- 1°)- comptes d'affectation spéciale;
- 2°)- comptes de commerce;
- 3°)- comptes de règlements avec les Gouvernements étrangers;
- 4°)- comptes d'opérations monétaires;
- 5°)- comptes de prêts;
- 6°)- comptes d'avances;
- 7°)- comptes de garanties et avals.

L'affectation à un compte spécial est de droit pour les opérations de prêts, d'avances, de garanties et d'aval.

.../...

ARTICLE 21.- Sous réserve des règles particulières énoncées aux articles 22 à 28, les opérations des comptes spéciaux du Trésor sont prévues et autorisées dans les mêmes conditions que les opérations du budget général.

Sauf dispositions contraires prévues par une Loi de finances, le solde de chaque compte spécial est reporté d'année en année.

Toutefois, les profits et pertes constatés sur l'ensemble des soldes des comptes non reportés, à l'exception des comptes d'affectation spéciale, sont imputés aux résultats de l'année dans les conditions prévues par l'article 35.

Sauf dérogations prévues par une Loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du Trésor les dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités à des agents de l'Etat ou à des agents des collectivités, établissements publics ou entreprises publiques.

ARTICLE 22.- Les comptes d'affectation spéciale retracent des opérations qui, par suite d'une disposition d'une Loi de finances, sont financées au moyen de ressources particulières.

Le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder le total des recettes du même compte, sauf pendant les trois premiers mois de la création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année. Si, en cours d'année, les recettes d'un compte d'affectation spéciale apparaissent supérieures aux évaluations, les crédits peuvent être majorés à l'occasion de la plus prochaine Loi de finances, dans la limite de cet excédent de recettes.

ARTICLE 23.- Les comptes de commerce retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services publics de l'Etat. Le découvert fixé annuellement pour chacun d'eux a un caractère limitatif. Sauf dérogations

.../...

expresses prévues par une Loi de finances, il est interdit d'exécuter, au titre de comptes de commerce, des opérations d'investissement financier, de prêts ou d'avances ainsi que des opérations d'emprunts.

En attendant l'adoption du plan comptable national les résultats annuels sont établis selon les règles habituelles de la comptabilité commerciale.

ARTICLE 24.- Les comptes de règlement avec les Gouvernements étrangers retracent des opérations faites en application d'accords internationaux approuvés par la Loi. Les comptes d'opérations monétaires enregistrent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Pour ces deux catégories de comptes, la présentation des prévisions de recettes et des dépenses est facultative. Le découvert fixé annuellement pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

ARTICLE 25.- Les comptes d'avances décrivent les avances que le Ministre des Finances est autorisé à consentir dans la limite des crédits ouverts à cet effet. Un compte d'avance distinct doit être ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs.

La décision du Ministre des Finances accordant l'avance fixe, le cas échéant, le montant de l'intérêt exigible.

Sauf dispositions spéciales, la durée des avances ne peut excéder un an ou deux ans en cas de renouvellement dûment autorisé à l'expiration de la première année. Toute avance non remboursée à l'expiration d'un délai d'un an ou de deux ans en cas de renouvellement doit faire l'objet, selon les possibilités du débiteur :

- soit d'une décision de recouvrement immédiat, ou, à défaut de recouvrement de poursuites effectives engagées dans un délai de trois mois;

.../...

- soit d'une autorisation de consolidation sous forme de prêts du Trésor assortis d'un transfert à un compte de prêts;
- soit de la constatation d'une perte probable imputée aux résultats de l'année dans les conditions prévues à l'article 35; les remboursements qui sont ultérieurement constatés sont portés en recettes au Budget général.

ARTICLE 26.- Les comptes de prêts retracent les prêts d'une durée supérieure à deux ans consentis par l'Etat dans la limite des crédits ouverts à cet effet, soit à titre d'opérations nouvelles, soit à titre de consolidation. Sauf dérogations, les prêts sont productifs d'intérêt dont le taux est fixé par la décision d'attribution prise par le Ministre des Finances.

Le montant de l'amortissement en capital des prêts de l'Etat est pris en recettes au compte de prêt intéressé.

ARTICLE 27.- Les comptes de garanties et avals retracent les engagements de l'Etat résultant de garanties financières accordées par lui à une personne physique ou morale.

Chaque opération doit être autorisée par une Loi de finances. Un compte particulier doit être ouvert pour chaque opération. L'ensemble des comptes de garanties financières est provisionné par une dotation du budget général d'un montant minimum de 5 % des échéances annuelles dues par les bénéficiaires des garanties de l'Etat.

Dans le cas où, par suite de la défaillance du bénéficiaire, doit jouer la garantie de l'Etat, le compte particulier est débité, suivant le cas, du montant total ou partiel de l'échéance. Les remboursements à l'Etat pouvant être effectués ultérieurement par les bénéficiaires sont portés en recette au compte particulier.

Tout solde débiteur, non remboursé à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la dernière échéance, doit faire

.../...

l'objet, selon les possibilités du débiteur garanti par l'Etat, soit d'une décision de recouvrement immédiat ou, à défaut de recouvrement, de poursuites effectivement engagées dans le délai de trois mois, soit la constatation d'une perte probable imputée aux résultats de l'année dans les conditions prévues à l'article 35.

Les remboursements ou récupérations qui sont ultérieurement constatés sont alors portés en recette au Budget Général.

ARTICLE 28.- Les fonds reçus au titre de l'aide extérieure sont portés au crédit d'un compte d'affectation spéciale.

Avant exécution des opérations financières sur ces fonds, le compte est débité des sommes nécessaires à ladite exécution. Celles-ci sont prises en recette au Budget Général par une Loi de finances.

Les crédits correspondant aux dépenses d'exécution sont ouverts au Budget Général par la même Loi de finances.

ARTICLE 29.- Les opérations de trésorerie de l'Etat sont retracées par des comptes de trésorerie ouverts par décision du Ministre des Finances.

TITRE V

DE LA PRESENTATION ET DU VOTE DES PROJETS DE LOIS DE FINANCES

ARTICLE 30.- Sous l'autorité du Président du Conseil, le Ministre des Finances prépare les projets de Lois de finances qui sont arrêtés en Conseil des Ministres.

.../...

ARTICLE 31.- Le projet de Loi des finances présente les voies et moyens de l'équilibre financier, fixe pour le Budget Général et pour les budgets annexes le montant par chapitre et par article des crédits nécessaires à l'accomplissement des charges visées à l'article 9 de la présente Loi, autorise par catégorie les opérations des comptes spéciaux du Trésor, groupe les autorisations de programme assorties de leur échéancier, analyse les dispositions diverses.

ARTICLE 32.- Le projet de Loi de finances de l'année est accompagné :

- 1°- d'un rapport définissant les résultats connus et les perspectives d'avenir;
- 2°- d'annexes explicatives faisant connaître notamment :
 - a) l'échelonnement sur les années futures des paiements résultant des autorisations de programme;
 - b) la liste des comptes spéciaux du Trésor faisant apparaître le montant des recettes, des dépenses ou des découverts prévus pour ces comptes;
 - c) la liste complète des taxes parafiscales.

ARTICLE 33.- Les Lois de finances rectificatives sont présentées pour la partie qu'elles modifient, dans les mêmes formes que les Lois de finances de l'année.

ARTICLE 34.- Les évaluations de recettes font l'objet d'un vote par chapitre pour le Budget Général et les budgets annexes et d'un vote par catégorie de comptes spéciaux.

Les dépenses du Budget Général font également l'objet d'un vote par chapitre.

Les dépenses des budgets annexes sont votées dans les mêmes conditions que celles du Budget général. Les dépenses des

.../...

comptes spéciaux sont votées par catégorie.

ARTICLE 35.- Le projet annuel de Loi de règlement constate le montant définitif des encaissements des recettes et des ordonnancements de dépenses se rapportant à une même année. Le cas échéant, il procède à l'ajustement des prévisions aux réalisations.

Il établit le compte de résultat de l'année qui comprend:

- a)- le déficit ou l'excédent résultant de la différence nette entre les recettes et les dépenses du Budget Général;
- b)- les profits et les pertes réalisés au titre des budgets annexes;
- c)- les profits et les pertes constatés dans l'exécution des comptes spéciaux par application des articles 20 à 28;
- d)- les profits ou ^{les} pertes résultant éventuellement de la gestion des opérations de trésorerie dans les conditions prévues par un règlement de comptabilité publique.

Le projet de Loi de règlement autorise enfin le transfert du résultat de l'année financière en compte permanent des découverts du Trésor.

ARTICLE 36.- Le projet de Loi de règlement est accompagné :

- 1°/- d'annexes explicatives faisant connaître notamment l'origine des excédents éventuels de dépenses et celle des pertes et des profits;
- 2°/- d'un rapport de la Cour Suprême et de la déclaration générale de conformité entre les comptes individuels des comptables et la comptabilité de l'Ordonnateur.

.../...

TITRE VI

DES MESURES REGLEMENTAIRES D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES

ARTICLE 37 .- Les crédits ne peuvent être majorés que par une Loi de finances. Toutefois, dans la limite d'un crédit global de dépenses accidentelles des décrets pris sur le rapport du Ministre des Finances peuvent ouvrir des crédits pour faire face à des calamités calamités ou à des dépenses urgentes ou imprévues.

ARTICLE 38 .- Dans le cadre d'un même chapitre, des transferts et des virements de crédits peuvent modifier la répartition des dotations entre les articles et au sein d' un même article.

Les transferts modifient la détermination du service responsable de l' exécution de la dépense, sans modifier la nature de cette dernière.

Les virements conduisent à modifier la nature de la dépense prévue par la loi de finances.

ARTICLE 39 .- Avant intervention du report, des dépenses se rapportant à la continuation des opérations en voie d'exécution au premier jour .../...

de l'année budgétaire peuvent être, dans la limite des deux tiers des crédits disponibles, engagés et ordonnancés.

ARTICLE 40.- Dans les budgets annexes, les crédits se rapportant aux dépenses d'exploitation et les crédits se rapportant aux investissements ne peuvent être majorés que par la Loi.

TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 41.- La Caisse de réserve est supprimée.

L'actif de la Caisse de réserve sera versé à un compte de Trésorerie intitulé "compte permanent des découverts du Trésor".

ARTICLE 42.- La présente Loi organique entrera en vigueur avec la prochaine Loi de finances annuelle.

ARTICLE 43.- Des décrets pris après avis de la Cour Suprême pourvoiront en tant que de besoin, à l'exécution de la présente Loi.

ARTICLE 44.- Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente Loi.-

Fait à DAKAR, le 21 Mars 1962
Le Président de séance,

Lamine GUEYE